

## Dunkerque

### Projet de terminal méthanier

# Le temps de l'emploi

Le débat public sur le dossier colossal porté par le Port autonome de Dunkerque et EdF poursuit son chemin. A Gravelines, les conséquences en termes d'emploi local ont pu être évoquées

**E**dF et l'emploi le long du littoral, c'est une longue histoire. Avec la création de la plus grosse centrale nucléaire d'Europe dans les années 70-80, et un quart de siècle d'exploitation depuis, ce sont quantité de familles qui ont pu travailler avec l'opérateur national d'électricité.

Evidemment, il ne faut pas s'attendre à un tel miracle avec le projet du terminal méthanier. Mais la réunion qui s'est tenue vendredi soir à Gravelines, dans une salle Caloone bondée (comme c'est le cas depuis le début du débat public), a permis d'en savoir plus à ce sujet. Les maîtres d'ouvrage, EdF et le Port autonome, avaient été raillés sur leur "rentabilité" : un milliard d'euros d'investissement, pour 50 emplois directs. Leur décompte a en fait plus d'envergure : une certaine d'emplois seraient induits par la maintenance, et le chantier concernerait jusque 1 200 personnes pendant trois ans. Des chiffres qui ne peuvent qu'interpeller les responsables économiques et politiques, tandis que le taux de chômage sur le Dunkerquois est encore supérieur à 12 %.

Mais pour qui seront ces emplois ? C'est la question que se sont po-



Le désaccord se poursuit au niveau des activités de loisirs au Clipon.

sés les élus gravelinois, à tour de rôle.

#### De l'emploi, mais pour qui ?

« Selon les montants, les appels d'offres seront européens. Seront-ils en lots séparés, pour permettre aux entreprises locales d'y participer ? s'interroge ainsi Bernard Faucon. Quant aux 50 embauches, quel pourcentage sera consacré aux territoires ? ». Daniel Wilmot enfonce le clou : « quelle sera la part de la clause emplois dans les appels d'offres ? ». « Au niveau économique, notre bassin a besoin de se développer, d'évoluer. Mais en termes de sites, il faut être vigilant et exigeant sur les allocations de compensation, et exiger que les emplois reviennent

à ceux qui risquent d'être sacrifiés. », estime de son côté Sony Clinquart. « On étudie les voies et moyens pour que le chantier concerne le "local" », répond pour l'instant Fabrice Fourcade, chef de projet pour EdF, rappelant que des entreprises du Dunkerquois avaient la compétence pour intervenir. Mais derrière la vision des élus, les opposants qui s'étaient déjà fait entendre aux précédentes réunions, restent sceptiques. « Dites le carrément qu'on est une population sacrifiée ! Quand les hommes vont-ils primer sur l'argent ? », dénonce Marie-Paule Hocquet, la responsable de l'association CLCV. « Les autres sites Seveso ne nous ont pas empêchés de

voir le taux de chômage augmenter, au contraire, des familles viennent de l'extérieur » et viennent, passée la phase des chantiers, grossir les rangs des sans-emploi, selon « Consommation, Logement, Cadre de vie ». « On n'échappera pas au tableau multi-critères, et il faudra aller au bout des choses », concluait finalement le maire de Gravelines Bertrand Ringot. Sécurité, environnement, retombées économiques, mais encore « investissements. C'est important, pour une entreprise publique ». Pas de doute, EdF et le Port autonome de Dunkerque devront rendre la copie la plus irréprochable possible pour convaincre...

Ch.B.

## La dernière réunion avancée au 6 décembre

■ Pour cause de suroccupation du Kursaal le vendredi 7, la réunion de clôture du débat public a été avancée au jeudi 6 décembre. Pour mémoire, voici le récapitulatif de la liste des réunions restantes.

### **Jeudi 8 novembre, 18 h 30, salle des sports de Craywick**

Troisième réunion thématique, avec GRT Gaz, qui sera chargé de la distribution du gaz sur le réseau national. La prévention des risques industriels sera passée au crible.

### **Vendredi 9 novembre, 18h, Palais du Littoral de Grande-Synthe**

Réunion locale multi-thèmes, mais guidée par la présentation des études en cours, afin d'affiner la prise de décision.

### **Vendredi 16 novembre, 18 h 30, salle municipale de Pitgam**

Réunion multi-thèmes, dans la commune qui abrite déjà l'équipement d'adaptation de pression, qui transforme le gaz avant de l'injecter dans le réseau

### **Jeudi 6 décembre, 18 h 30, au Kursaal de Dunkerque**

Réunion de clôture, avec présentation de la synthèse qui sera proposée aux maîtres d'ouvrage du projet, le Port autonome et EdF.

■ Par ailleurs, la CPDP peut aussi recevoir aux heures de bureau en sa permanence du 154 avenue de la Libération à Dunkerque, où un rendez-vous peut être organisé.

■ Enfin, il est possible de s'informer et d'avoir accès à tous les documents de ce débat public en se connectant au site [www.debatpublic-dunkerquegaz.org](http://www.debatpublic-dunkerquegaz.org)

## Fantasmes et réalité

■ Dans les dossiers d'installation d'un tel mastodonte industriel, tout se côtoie dans l'imaginaire collectif. Evidemment, mieux vaut prévenir que guérir. Mais le sous-préfet de Dunkerque, Jean-Régis Borius, a tenu à intervenir avant que les analyses ne dérapent : « on n'a pas le droit de construire une usine qui engendrerait des centaines de morts en cas de pépin. Si le dossier présenté au préfet était de cette nature, il serait refusé ». Car Fabrice Fourcade a beau rappeler que la sécurité industrielle est le premier critère de sélection d'EdF pour l'implantation du terminal méthanier au Clipon, il ne peut convaincre qu'avec des paroles du genre « on se permet d'être affirmatifs, il n'y a pas mise en danger de la vie de milliers de personnes ».

Alors le directeur du projet a rappelé les mesures mises en place pour verrouiller l'exploitation, des bras articulés à déconnexion automatique aux réservoirs à double coque pour une étanchéité totale. A ses côtés, Sylvain Ringot, directeur technique, a martelé que tout "effet dominos" était à exclure au Clipon, dans la mesure où aucune industrielle n'est recensée à moins de 700 mètres. Les responsables du port ont renchéri que les structures étaient inspectées régulièrement, pour répondre aux craintes exprimées quant à leur résistance. Mais le doute demeure : « on n'a pas envie de vivre avec cette inquiétude sur le dos », résume Marie-Paule Hocquet. On se doute bien que l'administration et les maîtres d'ouvrage ne prendront aucun risque pour une telle installation. Mais leur travail pédagogique est loin d'être terminé.

Au cours de la réunion de Gravelines, les ornithologistes et les amateurs de sports nautiques sont aussi revenus à la charge pour rappeler leur refus d'être les victimes d'une installation au Clipon. Pour les seconds, l'idée d'une alternative (et notamment d'un bassin intérieur) continue de faire son chemin : « EdF est prête à se mettre autour de la table, en cas de projet de territoire porté par les collectivités locales, a rappelé Fabrice Fourcade.